

François Rebsamen : « Il faut décréter 2024 année de lutte contre la drogue »

L'ENTRETIEN POLITIQUE DU WEEK-END. Le maire de Dijon sonne l'alarme sur la délinquance et prône la création de « zones de sécurité renforcée » pour éradiquer les bandes de trafiquants de drogue.

Propos recueillis par [Michel Revol](#)

Publié le 02/12/2023 à 08h00



Dans la nuit du 25 au 26 novembre, **un père de famille est tué par une balle perdue** dans le quartier de Stalingrad, à Dijon. La guerre entre bandes rivales, qui se battent pour contrôler le marché de la drogue, a fait une **nouvelle victime, après Marseille**, en avril puis en mai. Ce drame s'ajoute à la flambée de violences en France, des émeutes urbaines de

juillet **à la mort, à Crépol, du jeune Thomas. François Rebsamen,** maire de Dijon et ancien ministre du Travail de François Hollande, s'en alarme.

L'ex-sénateur PS, spécialiste des questions de sécurité, en appelle à une prise de conscience collective afin de lutter contre le phénomène de bandes et la « pieuvre » des réseaux de mafieux. « On ne peut plus mettre la poussière sous le tapis », dit-il. L'élu propose, entre autres solutions, la création de zones de sécurité renforcée, dotées de conseils réunissant tous les acteurs de la sécurité, et l'envoi des délinquants dans des centres de rééducation renforcée, afin de casser les bandes. L'instigateur de la Fédération progressiste, qui rassemble macronistes et socialistes en rupture de parti, souhaite aussi une concorde civile et républicaine, à rebours des invectives de La France insoumise.

Le Point : Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement, a parlé de « basculement de la société » après les événements tragiques de Crépol, où un jeune homme est mort. Reprenez-vous ce terme de « basculement » ?

François Rebsamen : Notre société devient de plus en plus violente. Je rappelle la phrase exacte de Gérard Collomb, qui vient de nous quitter : « On ne peut plus continuer à travailler commune par commune. Il faut une vision d'ensemble pour recréer de la mixité sociale parce qu'aujourd'hui on vit côte à côte. Je crains que, demain, on ne vive face à face. » Désormais, plusieurs phénomènes s'additionnent. Il y a d'abord ceux que l'on a connus en juillet, avec les émeutes consécutives à la mort de Nahel. Quand la jeunesse considère qu'un acte de police est mal sanctionné, quand elle pense qu'il y a une injustice dans la relation avec la police, les émeutes éclatent partout, même dans les petites villes.

Deuxième phénomène : les bandes et les règlements de comptes se multiplient, sur fond de violence aggravée, avec des armes blanches. C'est ce qui s'est passé à Crépol. Enfin, le troisième phénomène, qui nous a frappés à Dijon : la généralisation du trafic de drogue et donc des points de deal. Il touche toutes les villes, même les moyennes, comme Bourg-en-Bresse, Besançon ou encore Le Puy-en-Velay. C'est un sujet majeur.

Comment expliquez-vous cette recrudescence d'homicides liés à la drogue ?

D'abord, je le constate. Il y a eu, selon les données de la police nationale, 451 faits d'homicides ou tentatives d'homicides liés au trafic de drogue depuis le début de l'année, une hausse de 57 % par rapport à la même période l'an dernier. Ils sont liés à la circulation d'armes, et je crains que lorsque s'arrêtera la guerre entre la Russie et l'Ukraine, elle s'accélère jusqu'en France.

Faites-vous un lien entre délinquance et immigration ?

Ces jeunes délinquants sont en grande majorité français, à 90 ou 95 %. Ils sont issus d'une immigration ancienne d'Afrique du Nord et de l'Ouest, qui date de l'industrialisation, donc de l'après-guerre. Ce sont des jeunes Français livrés à eux-mêmes. Ils n'ont pas été éduqués, insérés, ont parfois été discriminés. La responsabilité de la situation en incombe à toute la société. Je tiens aussi à souligner les conséquences de la suppression de la police de proximité par Nicolas Sarkozy. Les policiers ont disparu des zones sensibles. Ils sont devenus des forces de maintien de l'ordre, ce qui change le regard des jeunes sur eux.

Par ailleurs, il y a trop de paperasse, de complexité, de lourdeur bureaucratique dans les procédures pénales, d'où les vices de forme qui entraînent l'annulation des poursuites. J'avais proposé, et je le repropose, la mise en place de zones de sécurité renforcée, dans lesquelles une instance réunirait police ou gendarmerie, police municipale, bailleurs, magistrats, douanes et finances. Ils doivent travailler ensemble sur le terrain à l'éradication de ces bandes de trafiquants de drogue. Il faut les attaquer sur tous les fronts et aussi par les finances. Il ne faut pas les lâcher. Certes, il y a eu des efforts, et l'arrivée de Gérald Darmanin s'est accompagnée de renforcement des moyens et le recrutement de policiers. Mais ce n'est jamais suffisant.

S'il ne s'agit pas d'un problème lié à l'immigration, n'assiste-t-on pas à une sorte de repli sur soi communautaire, à un rejet de la société française, de sa culture ?

Vous savez, ces trafiquants fument, ils se droguent, ils boivent, alors que c'est parfois contraire à leur religion. Je ne mélange pas la religion avec l'islamisme radical, qui est un autre problème à éradiquer lui aussi. Les chefs de bande ont créé une sorte de pieuvre qui se répand partout, ils embauchent des jeunes oisifs, souvent en échec scolaire, parfois des mineurs non accompagnés. Ceux-ci font le guet pour 80 ou 100 euros par

jour. Dès lors, leur avenir bascule, leur vie est détruite. Après cela, comment voulez-vous leur faire comprendre que seul le travail paie ?

Si nous n'agissons pas, ce qui est arrivé à Dijon arrivera ailleurs, j'en suis persuadé. Le problème est national. La France a la législation la plus répressive d'Europe depuis les années 1970, c'est aussi le pays où on consomme le plus de drogues. Certains États se sont essayés à la dépénalisation, voire la légalisation. Il faut expertiser ces politiques, on ne peut plus mettre la poussière sous le tapis.

On a l'impression, à vous entendre, que le combat est vain, parce que le politique est dépassé, comme si la réponse était toujours trop lente...

Ce fléau est de plus en plus difficile à combattre. La solution est de casser ces bandes. Il faudrait des condamnations à la hauteur. Il faudrait aussi éloigner les jeunes délinquants de leurs quartiers, les rééduquer, les former, les préparer au retour à une vie normale en les mettant dans des centres de rééducation renforcée. Mais il faut des gardiens d'immeubles, des éducateurs et des animateurs. Le coût social de la drogue est tellement élevé désormais que l'effort financier pour résoudre ce problème serait totalement justifié. Je souhaite d'ailleurs que l'on décrète l'année 2024 année de lutte contre la drogue.

Jugez-vous que LFI, en refusant notamment d'appeler au calme durant les émeutes de juillet, a mis de l'huile sur le feu ?

Les Insoumis n'ont évidemment pas de responsabilité dans la délinquance liée au trafic de drogue, mais je regrette, dans cette période compliquée, l'absence de concorde républicaine. La société a besoin de se rassembler autour des valeurs de la République, mais le comportement de certains Insoumis, et de leur chef, contribue à créer de la tension. Les attaques contre la police, notamment, sont insupportables. Certains sujets méritent une réflexion entre tous les partis présents à l'Assemblée, comme a voulu le faire Emmanuel Macron avec ses rencontres de Saint-Denis. Il faut essayer de construire des compromis sur des priorités telles que le respect de l'ordre républicain, comme Ségolène Royal tentait de l'exprimer avec l'ordre juste en 2007.

Emmanuel Macron n'a-t-il pas contribué lui-même à radicaliser la vie politique ? Il n'a plus sur sa droite et sa gauche que deux ensembles, le RN et la Nupes, aux positions souvent extrêmes...

L'explosion de la classe politique par Emmanuel Macron a créé un hypercentre qui va d'une gauche de gouvernement à une droite de gouvernement. Les formations traditionnelles n'existent plus, c'est vrai. Avez-vous entendu une idée neuve du PS depuis cinq ans ? L'enjeu est d'avancer ensemble contre l'extrémisme, contre ceux qui cherchent à déstabiliser la société.

C'est l'objet de la Fédération progressiste, que j'ai créée. C'est une fédération de gauche, non sectaire et bienveillante, républicaine, sociale, démocratique et écologiste. Elle accueille ceux qui sont prêts à travailler sur ces sujets. Je pense à des élus macronistes, mais aussi à des socialistes qui devront bien un jour faire le deuil de l'ambition de prendre le PS alors qu'il n'y a plus rien à prendre, même pas une idée ! On sait que 40 % des électeurs de François Hollande en 2012 ont voté Macron dès le premier tour en 2022. On ne peut pas les ostraciser. Au contraire, on doit les inviter à bâtir une coalition pour élaborer un programme de gouvernement fidèle à nos valeurs.

Vous pensez donc que la social-démocratie n'est pas morte ?

Le mot est usé, mais la social-démocratie a encore de beaux jours devant elle, en France comme en Europe.

Le PS peut-il encore défendre cette idée ?

Le Parti socialiste l'a trahie en signant un accord électoral avec LFI pour sauver les meubles. Il a renié sa propre histoire. La gauche ne pourrait revenir au pouvoir qu'à la condition que la force centrale soit sociale-démocrate et de gouvernement. La France insoumise est la gauche de confrontation que les socialistes, je le rappelle, ont soutenue en faisant campagne aux législatives de 2022 pour que Jean-Luc Mélenchon devienne Premier ministre. Tout ça pour récupérer trente sièges à l'Assemblée nationale, ce qui n'empêche pas la mort lente du Parti socialiste. Il ne survit que grâce à des élus locaux exemplaires.

Le moratoire voté à l'instigation d'Olivier Faure, qui suspend la participation du PS à la Nupes, ne prouve-t-il pas que les

socialistes peuvent s'émanciper de la tutelle de Jean-Luc Mélenchon ?

Ça prouve surtout que cet homme est dangereux. Soit on est pour, soit on est contre. Le moratoire, c'est une idée de tacticien, rien de plus. Olivier Faure ne veut pas complètement rompre avec la Nupes pour préserver l'avenir, ou pour garder des sièges à l'Assemblée. Mais pour quoi faire ? Il n'y a aucune logique, seulement des petits calculs qui n'intéressent en rien les Français.

Le PS et la gauche en général ne souffrent-ils pas aussi d'un défaut d'incarnation ? Aucun leader ne s'impose, ce qui profite à Jean-Luc Mélenchon...

Il y a des périodes dans l'histoire où des hommes ou des femmes s'élèvent au-dessus des autres et incarnent l'espérance d'une vie meilleure. En ce moment, ces hommes ou ces femmes n'existent pas, ou s'ils existent on ne les identifie pas ! Mais ça viendra, je l'espère ! À droite, ceux qui sont entrés dans la macronie ont une capacité d'incarnation ou une aura. J'ai du respect, par exemple, pour Édouard Philippe et Jean Castex. Je pense aussi à ceux qui sont proches de nous comme Élisabeth Borne. Certains ministres sont pleins d'avenir, j'en cite sans ordre préférentiel : Clément Beaune, Gabriel Attal, Olivier Véran, Agnès Pannier-Runacher et Patrice Vergriete. Ils ont un vrai fond de gauche. Ils sont la génération de demain, à côté de personnes d'expérience comme Bernard Cazeneuve, avec qui j'échange régulièrement.

Et au sein du PS ?

J'ai toujours des amis, comme les maires de grandes villes **Stéphane Le Foll**, Michaël Delafosse, Nicolas Mayer-Rossignol, Hélène Geoffroy, Frédéric Cuvillier ou encore François Cuillandre, et des présidents de région comme **Carole Delga**, Alain Rousset ou François Bonneau. Ce sont des élus qui méritent le respect. Je leur dis : vous n'arriverez pas, de congrès en congrès, à prendre le pouvoir au PS. Au contraire, progressivement vous vous affaiblissez. Je suis sûr que les cartes seront rebattues après les municipales, parce qu'ils pourront s'émanciper du PS.